



Après avoir déclaré sa candidature le 12 juillet dernier, le président du Mouvement progressiste s'est désisté et annonce une déclaration après la publication de la liste définitive des candidats.

Jean-Jacques Ekindi a créé la surprise en ne déposant pas finalement son dossier de candidature à l'élection présidentielle du 07 octobre prochain. Le président du Mouvement progressiste (Mp), avait pourtant le 12 juillet dernier, annoncé au cours d'une conférence de presse à Yaoundé, qu'il briguerait pour la cinquième fois, la présidence de la République, avant de se désister sans crier gare. Même par souci de parallélisme des formes, il n'a pas organisé une deuxième rencontre avec les journalistes pour expliquer son désistement. Joint au téléphone hier mardi 24 juillet, il a laissé entendre qu'il fera une déclaration devant la presse probablement entre le 08 et le 09 août, soit après la publication de la liste provisoire des candidats - sous réserve du contentieux pré-électoral au niveau de la Conseil constitutionnel.

Ce sera en tout cas la première fois depuis 1992, que l'ancien député Mp à l'Assemblée nationale (2007-2013), soit absent sur la liste des challengers de Paul Biya au poste de président de la République. Sur les starting-blocks en 2004, le «chasseur de lion» s'était retiré et avait appelé à voter pour le candidat du Social Democratic Front (SDF). Va-t-il remettre ça ? S'il respecte son programme politique décliné à l'occasion de la campagne présidentielle de 2011, Jean-Jacques Ekindi, qui a le mérite d'avoir anticipé sur la crise anglophone, devrait

logiquement appeler à voter un candidat qui est pour le fédéralisme.

Et dans cette logique, ce serait Joshua Osih dont le parti - le SDF - milite pour cette cause, ou tout au moins Akere Muna qui a été adoubé par le Front populaire pour le développement (Fpd). « Les anglophones sont en train de perdre patience et évoquent la sécession comme solution à l'application des accords de Fouban [...]. On ne peut pas trouver une solution spécifique au problème anglophone. Nous préconisons le fédéralisme [...] qui permettra d'avoir une lisibilité sur la production et la redistribution des subsides de l'économie camerounaise à travers les dix régions du pays », avait prôné le polytechnicien il y a sept ans.

Succession

Ces convictions profondes sont-elles toujours valables ou alors le promoteur de la Foire internationale de Douala pour le développement (Fidd) est-il capable de nouer une alliance de circonstance avec le pouvoir ? L'information claire et nette De toute façon, le contexte sociopolitique a profondément influencé les dernières prises de position du président du Mp. Il pourrait, comme Jean De Dieu Momo ou Banda Kani il y a quelques jours, avancer l'argument des troubles dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest pour appeler à la réélection de Paul Biya. Fin mai dernier, il a vivement critiqué l'ambassadeur des Etats-Unis au Cameroun, Peter Henry Barlerin, pour avoir dit dans un communiqué qu'il avait suggéré au chef de l'Etat d'organiser sa succession.

« Ce sont les affaires intérieures du Cameroun. Qu'on nous laisse le soin nous-mêmes de faire la toilette de [notre] Constitution et qu'on ne nous dise pas les chemins qu'il faut suivre. Quant à l'alternance dont vous parlez, vous voyez que dans la plupart des pays où ces choses-là se sont faites, il y a eu des grandes unions de l'opposition. Tant qu'on n'arrive pas à régler ce problème, le pouvoir a trop de force et trop de moyens », a-t-il martelé sur les antennes de Radio France internationale.

Mutation
